**Règlement grand-ducal du fixant les conditions de promotion
des fonctionnaires de la carrière du rédacteur
à l'administration des contributions directes**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Vu la loi du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.- Nul ne peut être promu à une fonction supérieure à celle de vérificateur, de sous-receveur ou de rédacteur principal s'il n'a pas subi avec succès un examen de promotion.

Art. 2.- (1) L'examen de promotion porte sur les matières suivantes auxquelles est attribué un maximum total de 300 points d'après le détail ci-après :

1. Impôt sur le revenu des personnes physiques	80 points
2. Comptabilité commerciale	75 points
3. Loi générale des impôts et contentieux administratif	35 points
4. Impôt sur le revenu des collectivités	35 points
5. Rapport français sur un sujet donné	30 points
6. Conventions internationales contre les doubles impositions	25 points
7. Impôt commercial communal	<u>20 points</u>
Total	300 points

(2) La matière énumérée sub 7 au paragraphe (1) ci-dessus est sanctionnée par un examen partiel organisé dès la fin du cours par le chargé de cours concerné, sous forme d'une épreuve écrite.

(3) Le candidat ayant au moins obtenu la moitié du maximum des points à l'examen partiel prévu au paragraphe (2) ci-dessus est de plein droit dispensé de cette

matière pour la première et, en cas d'échec, pour la (les) session(s) d'examen de promotion ultérieure(s). Le résultat de l'examen partiel visé ci-dessus est mis en compte pour l'établissement du résultat final de chaque candidat à l'examen de promotion.

(4) Les matières énumérées sub 1 à 6 au paragraphe (1) ci-dessus ainsi que la matière énumérée sub 7, dans l'hypothèse où le candidat n'y a pas obtenu la moitié du maximum des points lors de l'examen partiel prévu au paragraphe (2) ci-dessus, sont sanctionnées à l'examen de promotion par la commission d'examen.

(5) Lorsque le candidat a obtenu dans un devoir en classe d'une matière de l'examen de promotion, une note supérieure à la note obtenue à l'examen même, elle sera prise en compte à raison d'un quart dans la note finale.

(6) Sont éliminés les candidats qui ont obtenu à l'examen de promotion moins des trois cinquièmes du maximum total des points ou moins de la moitié du maximum des points dans plus d'une branche. Les candidats qui ont obtenu les trois cinquièmes du maximum total des points sans avoir atteint la moitié du maximum des points dans une branche subissent dans cette branche un examen supplémentaire oral ou écrit dont le résultat décide de leur admission.

(7) La commission procède au classement des candidats qui ont réussi à l'examen de promotion sans ajournement.

Elle procède, le cas échéant, à un deuxième classement des candidats qui ont réussi à l'épreuve d'ajournement.

Les candidats qui ont réussi à l'épreuve d'ajournement se voient attribuer la moitié du maximum des points dans la branche correspondante.

(8) Le candidat ajourné doit se présenter à l'examen supplémentaire dans un délai d'un mois suivant la décision de la commission. A défaut, il est éliminé.

Art. 3.- (1) Pour déterminer le rang de classement pour l'accès aux emplois supérieurs à celui de contrôleur, il est pris égard non seulement au résultat de l'examen de promotion mais également à l'ancienneté de service.

(2) Le rang d'ancienneté des candidats pour les emplois de promotion est déterminé par l'ordre chronologique des sessions d'examen.

A l'intérieur d'une session d'examen l'ancienneté de service est déterminée par une cote de points qui est ajoutée au résultat de l'examen. La cote est fixée à 0,5 point par mois entier d'ancienneté et ne peut pas dépasser 12 points au total par référence au candidat de la session d'examen admis le dernier à la carrière du rédacteur.

Art. 4.- Les dispositions du présent règlement sont applicables à partir de la session d'examen 2012.

Art. 5.- Est abrogé dès l'entrée en vigueur du présent règlement, le règlement grand-ducal du 25 avril 1995 fixant les conditions de promotion des fonctionnaires de la carrière du rédacteur à l'administration des contributions directes.

Art. 6.- Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Commentaire des articles et exposé des motifs **du règlement grand-ducal**

ad article 1^{er}) Cet article n'appelle pas de commentaire.

ad article 2)

Les changements essentiels relatifs aux matières de l'examen consistent en l'ajout de la matière « Impôt commercial communal » et la suppression des matières « Comptabilité de l'Etat » et « Garanties du Trésor et Poursuites », qui font désormais partie de l'examen de fin de stage et ont été fusionnées en une seule branche.

L'insertion de la matière « Impôt commercial communal » au niveau de l'examen de promotion est tout à fait logique, étant donné que cette matière a directement trait à l'imposition du bénéfice commercial qui est un des éléments essentiels de la formation préparatoire à l'examen de promotion pour rédacteurs.

Le règlement relatif à la promotion des rédacteurs à l'ACD actuellement en vigueur prévoit que deux matières sont sanctionnées sous forme d'un examen partiel, alors que le projet sous rubrique ne prévoit qu'un seul examen partiel, à savoir dans la branche « Impôt commercial communal ». Toutefois le statu quo a été gardé au niveau du nombre des matières de l'examen même qui s'élève toujours à six, comme dans le passé.

La nouvelle répartition des points attribués aux différentes matières de l'examen, qui ne diverge que peu de celle applicable à l'heure actuelle, est encore mieux axée sur l'importance des diverses branches pour les travaux d'imposition, tout en laissant le total des points attribués à l'ensemble des branches inchangé par rapport au passé (300 points).

Par ailleurs, le projet innove en ce sens qu'il limite la possibilité d'ajournement des candidats à une note insuffisante dans une seule branche, alors que dans le passé les candidats pouvaient être ajournés dans deux branches. Cette modification a lieu pour adapter le présent projet aux règles de promotion qui existent quasiment pour toutes les carrières dans les administrations de l'Etat.

La même remarque vaut également pour les changements intervenus au niveau respectivement du ou des classements établis à la suite d'un examen de promotion.

ad article 3) Pas de changement par rapport au règlement grand-ducal du 25 avril 1995.

ad articles 4 à 6 : Les articles n'exigent pas d'explications supplémentaires.